LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION :

«Ces vidéos postées sur Youtube relatent des faits anciens»

Le secteur de l'éducation n'est pas épargné par cette nouvelle vague de dénonciations via les réseaux sociaux en filmant des faits s'y référant pour les dénoncer mais pas souvent sans arrière-pensée douteuse pour Nouria Benghebrit, ministre de l'Education, en visite de travail ce jeudi à Oran. «Nous constatons des projections de vidéos sur Youtube concernant le secteur de l'éducation qui rapportent des faits anciens qui n'ont rien à voir avec la rentrée scolaire actuelle. Il semble qu'il y a des gens que ce calme que connaît notre secteur dérange et n'arrange pas».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Revenant sur le cas des classes d'une école à Bouzeria et qui sont affectées à l'APC pour le retrait des passeports, la ministre explique ce fait «il faut vérifier les informations sur ces classes ou plutôt ces baraques au niveau de cette école qui étaient inoccupées et une décision a été prise de les affecter à l'APC qui les a consacrées à cet effet».

Face à l'interrogation de bon nombre de parents d'élèves au sujet de l'enseignement de la langue amazighe s'il s'agit uniquement d'une langue supplémentaire facultative qui n'implique pas des examens et une continuité dans les autres paliers, la ministre s'est montrée claire «il s'agit d'une matière comme toutes les autres matières qui est enseignée et notée et comptera dans le bulletin scolaire et son enseignement se fera à tous les paliers de l'élève qui aura choisi cette langue». En inaugurant une école au niveau du quartier Haï Yasmine, où la langue amazighe sera dispensée pour la première fois, Mme la ministre s'est dit satisfaite de la généralisation de cette langue qui passe cette année de 11 wilayas qui l'enseignent à vingt et une.

L'encadrement de ces cours se fait progressivement et sera assuré par des licenciés en la matière d'ici peu, vu que les universités de Tizi Ouzou et de Béjaïa vont offrir plusieurs enseignants maîtrisant ce cours et seront immédiatement affectés dans ces wilayas, dira la ministre et d'insister sur la nécessité d'ouvrir des classes à cet effet en attendant ces recrutements.

A la question de connaître le sort des enfants de réfugiés syriens en âge d'aller à l'école, la ministre dira à cet effet qu'ils sont enregistrés et ont des dérogations spéciales pour être scolarisés. Pour l'heure, près de 2 000 enfants syriens sont scolarisés au niveau national. Durant sa visite de travail, la ministre de l'Education a

Nouria Benghebrit, ministre de l'Education.

inauguré une dizaine d'établissements scolaires relevant des trois paliers éducatifs. Au niveau de la localité de Canastel, Mme Benghebrit a inauguré le premier CEM en Algérie qui porte le nom de la romancière Assia Djebar. D'ailleurs, au sujet des écrivains algériens, une commission se penche sur un vaste projet pour introduire les productions littéraires algériennes au sein des écoles, apprend-on.

Toujours dans ce sillage de la littérature algérienne, la ministre a fait savoir qu'il y a quelques jours, son ministère a tenu une réunion avec le commissariat du SILA (le Salon international du livre d'Alger) où un programme dense est prévu en commun.

«Nous choisirons parmi les écrivains qui prendront part au SILA pour se rendre dans les lycées et les CEM pour des actions de proximité. Afin que la lecture soit non seulement une lecture plaisir mais qui permette d'approfondir la connaissance et l'apprentissage des langages fondamentaux», dit-elle.

A. B.

EDUCATION

Installation d'un premier Conseil des inspecteurs

A l'issue d'une réunion tenue à huis clos jeudi dernier entre la ministre de l'Education nationale et les inspecteurs du secteur, il a été décidé l'installation d'un conseil des inspecteurs de l'éducation nationale nommé également «conseil inspectoral» et qui devrait d'ailleurs voir le jour dans chaque wilaya de manière progressive.

Ce conseil sera chargé de coordonner entre ce qui est pédagogique et administratif, deux services qui connaissent beaucoup de perturbations en raison d'un manque de concertation entre eux.

Ce conseil activera le rôle de l'inspecteur de l'éducation à promouvoir et à former le personnel de l'éducation, à être davantage à l'écoute des préoccupations et de les soumettre à la tutelle à temps.

Ce conseil permettra ainsi de réunir tous les inspecteurs, notamment ceux de la pédagogie et ceux de l'administration à travers des rencontres périodiques. Ainsi ce conseil sera une passerelle entre les inspecteurs, la direction de l'éducation et le ministère de tutelle.

A. B.

LE PRÉSIDENT DU SÉNAT FRANÇAIS A VISITÉ LE COMPLEXE AGROALIMENTAIRE DU GROUPE BENAMOR-ERIAD ALGER

La France et l'Algérie à la recherche de mécanismes de codéveloppement

En déplacement officiel dans notre pays, le président du Sénat français, Gérard Larcher, s'est rendu, ce jeudi 10 septembre, à Corso, dans la wilaya de Boumerdès pour visiter le complexe Mediterranean Mills Company, issu de la réhabilitation du complexe de l'ex-Sempac de Corso.

L'invitation à visiter cet ensemble industriel versé dans l'agroalimentaire, qui est, rappelons-le, en cours de réhabilitation complète, grâce au partenariat entre le Groupe Benamor et Eriad Alger, a permis aux autorités algériennes de démontrer à leurs hôtes que le pays est en mesure d'intégrer dans son tissu industriel des processus de production modernes et de réaffirmer par ailleurs leur volonté de développer le secteur de l'agroalimentaire. «Nous sommes comme vous, nous sommes de grands consommateurs de la baguette» plaisante Benamor en rappelant que 40 000 000 de ces baguettes de pain sont consommées quotidiennement par les Algériens. «Nous ne vous apprendrons pas à confectionner le béret basque, mais la baguette de pain qui est un aliment convivial oui», riposte avec humour le patron du Sénat français.

Ce dernier, qui était accompagné du vice-président du Conseil de la nation, de l'ambassadeur français, de Jean-Pierre Chevènement, président de l'Association d'Amitié France Algérie, et d'autres personnalités politiques françaises, a été accueilli au complexe de Corso par Amor Benamor, président de la

Photo : NewPress

Gérard Larcher, président du Sénat français.

Chambre nationale du commerce et d'industrie et président du groupe économique du même nom qu'accompagnait Yamina Zerhouni, la ministre/wali de Boumerdès. La délégation française a été dirigée vers le chapiteau pour l'échange des discours. En ouverture de son intervention, Benamor est longuement revenu sur le drame qui a frappé en 2003 la région pour souligner le refus de cette région de tomber dans le fatalisme. «Bien au contraire, elle a pris son destin en main et ce site industriel est le symbole même de la résolution de la population frappée par ce douloureux évènement.»

Rappelant en outre la volonté de l'Etat de réindustrialiser la région. Revenant au présent, l'orateur n'a pas manqué de faire appel à l'intensification de la coopération avec l'Hexagone. «Nous pensons, nous industriels algériens, qu'avec la France nous pouvons aller plus loin dans tous les domaines particulièrement celui de l'agroalimentaire.»

Partant des déclarations de son illustre invité, le président de la Chambre de commerce et d'industrie a puisé dans l'argumentaire pour s'adresser aux industriels français. «Vous avez souligné que la compétitivité est au cœur de la question agricole. Cela vaut autant pour la France que pour l'Algérie. Il y a certainement des mécanismes de codeveloppement à trouver», dira-t-il avant d'insister : «Travaillons main dans la main dans tous les secteurs. Pourquoi nous restreindre ? Agissons plus et vite d'autant plus que la volonté des acteurs économiques et politiques des deux pays a été maintes fois réaffirmée.»

Dans sa réponse, le président Larcher n'a pas oublié de faire la promotion des entreprises françaises qui, selon lui, détiennent un savoir-faire de premier ordre dans la filière de l'agroalimentaire. Comme arguments, il fait référence à la construction de la boulangerie industrielle par le Groupe Mecatherm qui est inscrite dans le programme de cette visite. Il fait aussi référence à l'entreprise française qui installe à Ouled Moussa dans la même wilaya, une raffinerie de sucre pour le compte du groupe algérien La Belle. «Ce partenariat mutuellement avantageux doit émaner de la vigueur et de la vitalité des relations entre l'Algérie et la France car nos intérêts économiques sont convergents et nos pays se comprennent», estime le numéro un du Sénat français. A ce propos, il annonce l'organisation d'un forum avec le Conseil de la nation pour faciliter le partenariat y compris dans le secteur de la législation des deux pays.

Donnant son point de vue sur le partenariat, l'orateur dira : «Dans ce projet de partenariat il n'y a pas que la livraison du matériel, il y a aussi le transfert du savoir-faire et la compétence par le biais de la formation. La formation professionnelle est essentielle pour la production mais c'est également le signe d'un vrai partenariat de production dans la durée.»

Par la suite, les deux délégations ont visité la boulangerie industrielle d'une capacité de 460 000 baguettes/jour (150 tonnes) qui est opérationnelle depuis fin 2014. Cette boulangerie dont les équipements hérités de l'ex-Sempac ont été complétement renouvelés, fait partie d'un complexe (14 ha) comprenant une minoterie, une unité de fabrication de pâtes alimentaires et de couscous, une biscuiterie et une immense batterie de silos dont la capacité dépasse les 120 000 tonnes. Une fois la restructuration achevée, ce complexe emploiera 800 personnes.

Il y a lieu de noter qu'en dépit de la demande insistante des journalistes présents, le chef des sénateurs français n'a pas souhaité animer un point de presse.

Craignait-il de se retrouver sur un terrain glissant, d'autant que les confrères avaient une liste de questions sur un nombre important de dossiers notamment ceux ayant trait aux relations entre les gouvernements algérien et français ? Cependant, il faut rappeler que la visite à Corso s'est déroulée dans un climat tout à fait détendu, prouvant que la communication entre Algériens et Français est fluide facilitant le tissage de bonnes relations dans tous les domaines.

Abachi L.